



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE

ZI Nord
107 avenue Pierre et Marie Curie
13340 Rognac

Références : SS/PLB-D-1575-2024

Code AIOT : 0006410292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE implanté ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 29/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 octobre 2023 concernant le respect des valeurs limites des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUMBO LAVAGE MÉDITERRANÉE
- ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006410292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de JUMBO LAVAGE MÉDITERRANÉE sur la commune de Rognac consiste aux lavages de citernes ayant contenues du vrac pulvérulent non dangereux, en application de l'arrêté préfectoral n°69-2011 A du 2 septembre 2014, complété par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thème de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eau	AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1 Alinéa 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1 Alinéa 2	/	Levée de mise en demeure
3	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les analyses 2024 des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont conformes aux valeurs limites réglementaires, la mise en demeure du 31 octobre 2023 sur ce point est satisfaite.

Les rapports d'analyse des rejets des eaux résiduaires communiqués par l'exploitant lors de la visite et par la suite, ainsi que les résultats des contrôles inopinés diligentés par l'Inspection au titre de 2023 et 2024 montrent une tendance à une baisse continue des concentrations même si certains dépassements des valeurs limites sont encore constatés, notamment pour le paramètre fer, aluminium et composés.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne supplémentaire de suivi de ces rejets afin de confirmer sur 2025 la tendance observée en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1 Alinéa 1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

La société JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE est mise en demeure sous 6 mois :

- de respecter les dispositions de l'article 2 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques - de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 qui précise « L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration (mg/l)</i>	<i>Flux journalier (kg/j)</i>
MEST	800	120
DBO5	600	90
DCO	2 000	300
Azote total	60	9
Hydrocarbures totaux	10 si le flux dépasse 100 g/j	
Indice phénols	0,3 si le flux dépasse 3 g/j	
Chrome hexavalent	0,1 si le flux dépasse 1 g/j	
Cyanures totaux	0,1 si le flux dépasse 1 g/j	
Plomb et composés	0,5 si le flux dépasse 5 g/j	
Nickel et composés	0,5 si le flux dépasse 5 g/j	
Zinc et composés	2 si le flux dépasse 20 g/j	
Manganèse et composés	1 si le flux dépasse 10 g/j	
Etain et composés	2 si le flux dépasse 20 g/j	
Fer, aluminium et composés	2 si le flux dépasse 20 g/j	
Cuivre et composés	0,5 si le flux dépasse 5 g/j	
Chrome et composés	0,5 si le flux dépasse 5 g/j	
Fluor et composés	15 si le flux dépasse 150 g/j	

Constats :

- Autosurveillance exploitant Semestre 1 2024 (analyses du 16 au 17 janvier 2024) laboratoire JCM : dépassement pour le paramètre fer, aluminium et composés (4,76 mg/l pour aluminium et 2,648 mg/l pour fer pour une VLE de 2 mg/l) ;
- Contrôle inopiné au titre de 2023 (analyses du 5 au 6 avril 2024) laboratoire SOCOTEC : dépassement pour le paramètre fer, aluminium et composés (2,35 mg/l pour une VLE de 2 mg/l) ;
- Autosurveillance exploitant Semestre 2 2024 (analyses du 4 au 5 septembre 2024) laboratoire JCM : pas de dépassement constaté pour l'ensemble des paramètres.
- Contrôle inopiné au titre de 2024 (analyses du 30 octobre au 31 octobre 2024) laboratoire EUROFINs (APAVE sous-traitant) : dépassement pour le paramètre fer, aluminium et composés (2,09 mg/l pour une VLE de 2 mg/l).

Depuis 2023, on observe une tendance à une amélioration des résultats tendant vers un respect des valeurs limites des rejets aqueux (eaux résiduaires) pour les paramètres fer, aluminium et composés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de **réaliser une campagne supplémentaire de suivi de ces rejets sur le premier trimestre 2025 par un prestataire tiers de manière inopinée (différent de celui réalisant l'autosurveillance semestrielle), avec une attention particulière sur le paramètre "Fer, Aluminium et composés"**.

Les résultats devront être transmis dès réception à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1 Alinéa 2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

La société JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE est mise en demeure sous 6 mois :

- de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2014 qui précise : « Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

<i>Paramètres</i>	Concentration (mg/l)
<i>MEST</i>	100
<i>DBO5</i>	100
<i>DCO</i>	300
<i>Hydrocarbures totaux</i>	10
<i>Indice phénols</i>	0,3
<i>Chrome hexavalent</i>	0,1
<i>Cyanures totaux</i>	0,1
<i>AOX</i>	5
<i>Arsenic</i>	0,1
<i>Métaux totaux</i>	15

Constats :

Autosurveillance exploitant 2024 - Analyse du 17 mai 2024 laboratoire JCM : aucun dépassement des valeurs limites pour l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois
Prescription contrôlée : <p>Le relevé du totaliseur est effectué quotidiennement et est consigné dans un registre.</p>
Constats : <p>Conformément au courriel de l'exploitant du 22 avril 2024 qui s'engageait à faire un suivi journalier des prélèvements d'eau suite à l'inspection du 20 février 2024, le registre de juin 2024, complété en ce sens, a été consulté lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite